

La Guerre froide et la recomposition de l'ordre mondial, 1945–1991

Bipolarité, décolonisation et affirmation du Tiers-monde

Table des matières

Introduction	4
I. La construction de la bipolarité (1945–1953)	5
1.1) Des origines progressives : un conflit construit (1945–1947)	5
1.1.1) Le mythe du « partage de Yalta »	6
1.1.2) Deux systèmes, plusieurs logiques	6
1.1.3) Le cas polonais et l'enjeu allemand	6
1.2) Les crises fondatrices et la formation des blocs (1947–1949)	6
1.2.1) La rupture de 1947 : doctrines et endiguement	7
1.2.2) Le coup de Prague et le blocus de Berlin	7
1.2.3) Deux modèles, deux systèmes d'alliances	7
1.3) La mondialisation du conflit : l'Asie (1949–1953)	8
II. Les phases de la Guerre froide (1953–1991)	9
2.1) La coexistence pacifique et ses crises (1953–1962)	9
2.1.1) Définir la coexistence pacifique	9
2.1.2) Les limites : Budapest (1956)	9
2.1.3) Suez (1956) : un double tournant	10
2.1.4) La course à l'espace	10
2.1.5) Le mur de Berlin (1961) et la crise de Cuba (1962)	10
2.2) La dissuasion nucléaire et l'équilibre de la terreur	10
2.3) De l'apaisement prudent à la détente structurée (1962–1975)	11
2.3.1) Un apaisement prudent mais des conflits persistants (1962–1968)	11
2.3.2) La détente structurée (1969–1975)	11
2.4) Le Vietnam : un conflit périphérique qui traverse la coexistence et la détente	12

2.5) De l'érosion de la détente à la guerre fraîche (1975–1985)	12
2.5.1) L'érosion (1975–1979)	12
2.5.2) La guerre fraîche (1979–1985)	12
2.6) La sortie de la Guerre froide (1985–1991)	13
2.6.1) Gorbatchev et les réformes	13
2.6.2) Désarmement, révolutions et dissolution	13

III. La décolonisation : une transformation mondiale au cœur de la Guerre froide 14

3.1) Les causes : effondrement des empires, pressions et mobilisations	15
3.1.1) L'affaiblissement des métropoles	15
3.1.2) Les facteurs externes	15
3.1.3) Les idéologies transnationales	15
3.2) Les modalités : un processus mondial et différencié	15
3.2.1) L'Asie, premier laboratoire	15
3.2.2) Le Moyen-Orient	16
3.2.3) L'Afrique du Nord	16
3.2.4) L'Afrique subsaharienne : le « moment 1960 »	16
3.3) Les États postcoloniaux : fragilités et dépendances	17
3.3.1) Comprendre la fragilité des États	17
3.3.2) La crise congolaise, laboratoire des ingérences	17
3.3.3) Un conflit de Guerre froide : l'Angola	17
3.3.4) Dépendance économique et néocolonialisme	17
3.4) Un cas singulier : l'apartheid sud-africain	18

IV. Le Tiers-monde : affirmation, ambitions et limites (1952–1991) 19

4.1) La naissance du Tiers-monde	19
4.1.1) Une naissance intellectuelle : Sauvy (1952)	19

4.1.2) Une naissance politique : Bandung (1955)	19
4.2) Le mouvement des non-alignés : une troisième voie	19
4.2.1) Belgrade (1961)	19
4.2.2) Un mouvement hétérogène mais influent	19
4.3) Le dialogue Nord-Sud : ambitions et désillusions	20
4.3.1) Pétrole, OPEP et OAPEC	20
4.3.2) Le Nouvel Ordre Économique International (NOEI)	20
4.4) La fragmentation du Tiers-monde	20
4.4.1) Les NPJA : un décrochage par le haut	20
4.4.2) La crise de la dette (1982)	21
V. Approfondissements transversaux et bilan	22
5.1) Les acteurs autonomes : les limites de la bipolarité	22
5.2) Les formes non militaires de l'affrontement	22
5.3) Les continents dans la recomposition mondiale (synthèse)	23
Conclusion	24

Introduction

Définition

La **Guerre froide** désigne l'affrontement global qui oppose les **États-Unis** et l'**URSS** de **1945–1947** à **1991**, **sans guerre ouverte généralisée** entre les deux superpuissances, mais à travers des **crises**, des **opérations clandestines** et des **conflits indirects** dans les périphéries. C'est un affrontement à la fois idéologique, stratégique, économique et culturel.

Origine du terme

L'écrivain **George Orwell** propose en **1945** l'un des premiers usages modernes célèbres de l'expression *cold war* (article *You and the Atomic Bomb*). Le financier **Bernard Baruch** l'emploie dans un discours de **1947**, et le journaliste **Walter Lippmann** la **popularise** la même année (*The Cold War*, **1947**). Pour **Raymond Aron**, la formule « paix impossible, guerre improbable » (*Le Grand Schisme*, **1948**) en résume la logique : un conflit total mais indirect, multiforme et durable.

Bornes chronologiques

La Guerre froide n'est pas un événement daté de façon unique, mais un **processus** : ses prémices s'installent entre **1945** et **1947**, sa cristallisation date de **1947** (doctrine Truman, plan Marshall, doctrine Jdanov), et sa fin correspond à la **dissolution de l'URSS** en **1991**. Ses héritages se prolongent au-delà.

Trois dynamiques liées

La Guerre froide fait de chaque nouvel État un enjeu stratégique : pour **Odd Arne Westad** (*The Global Cold War*, **2005**), la compétition Est-Ouest est indissociable de la lutte pour l'influence dans le **tiers-monde**. Réciproquement, les décolonisations multiplient les acteurs et favorisent l'émergence du **Tiers-monde**, concept forgé par **Alfred Sauvy** en **1952** et affirmé à Bandung (**1955**).

Encadré historiographique : lire les origines de la Guerre froide

Les responsabilités de la Guerre froide font l'objet d'un débat classique, en quatre temps.

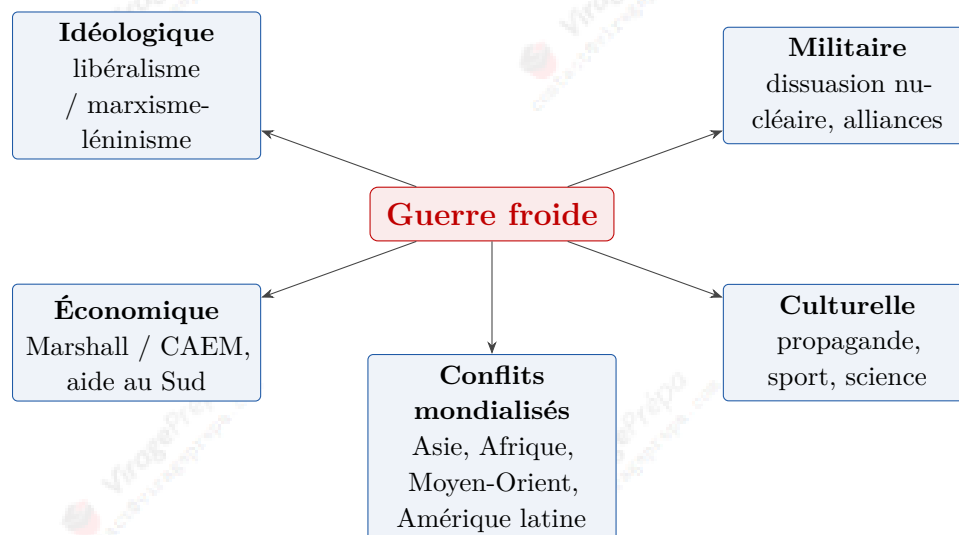
- Les **orthodoxes** (années 1950) imputent le conflit à l'expansionnisme soviétique et au projet révolutionnaire de Staline.
- Les **révisionnistes** (années 1960-1970, autour de **William A. Williams** et **Gabriel Kolko**) insistent sur les responsabilités américaines, notamment économiques.

- Les **post-révisionnistes** (à partir des années 1980, **John Lewis Gaddis**) proposent une lecture des **responsabilités partagées**, où la méfiance mutuelle joue autant que les intentions.
- Le **renouvellement** des années 1990, après l'ouverture *partielle* des archives soviétiques (**Vladislav Zubok**, **Melvyn Leffler**), redonne du poids au rôle de **Staline** et à la nature du régime soviétique. Les travaux plus tardifs de **Gaddis** lui-même s'inscrivent dans cette inflexion, en insistant davantage sur la responsabilité soviétique.

En dissertation

Problématique : comment la matrice bipolaire, l'effondrement des empires coloniaux et l'affirmation du Tiers-monde ont-ils recomposé l'ordre mondial entre 1945 et 1991 ?

Schéma 1 – Les dimensions de la Guerre froide



I. La construction de la bipolarité (1945–1953)

La Guerre froide ne naît ni d'une date fixe ni d'une décision isolée. Elle correspond à l'installation *progressive* d'un conflit global, comme l'a montré **Georges-Henri Soutou** (*La Guerre de cinquante ans*, 2001, rééd. *La Guerre froide, 1943-1990*, 2011). Cette partie montre comment un monde **bipolaire** remplace, entre 1945 et 1953, le système multipolaire antérieur.

1.1) Des origines progressives : un conflit construit (1945–1947)

1.1.1) Le mythe du « partage de Yalta »

Il faut **déconstruire** l'idée d'un partage explicite du monde à **Yalta** (février 1945). La conférence prévoit au contraire, dans la **Déclaration sur l'Europe libérée**, des élections libres. La division du continent résulte en réalité d'un **processus** : elle découle des **zones d'occupation** militaires de 1945, de la **soviétisation** progressive de l'Europe de l'Est et des **réactions occidentales**. On rappellera toutefois l'**accord informel des pourcentages** conclu entre **Churchill** et **Staline** à Moscou en 1944, qui esquisse des zones d'influence dans les Balkans : ce marchandage n'a jamais constitué un partage juridiquement contraignant du monde, mais témoigne d'une logique de sphères d'influence déjà à l'œuvre.

1.1.2) Deux systèmes, plusieurs logiques

Il serait réducteur de ramener la politique soviétique à la seule **sécurité** et la politique américaine à la seule **autodétermination**. Chaque camp combine plusieurs logiques :

- l'**URSS** associe une exigence **sécuritaire** (un glacis protecteur après un traumatisme humain considérable, de l'ordre de **26 à 27 millions de morts** soviétiques, ordre de grandeur discuté), une dimension **idéologique** (le marxisme-léninisme comme projet universel) et une volonté de **puissance** ;
- les **États-Unis** combinent le principe d'**autodétermination** (Charte de l'Atlantique, 1941) – appliqué de manière **sélective**, selon leurs intérêts et leurs alliances –, des intérêts **économiques** (ouverture des marchés, système de **Bretton Woods**, 1944) et la volonté d'**endiguer** l'expansion communiste.

1.1.3) Le cas polonais et l'enjeu allemand

La **Pologne** cristallise la rupture : l'URSS impose la prééminence du **gouvernement de Lublin** (pro-soviétique), verrouillée par le **référendum de 1946** puis les **élections contrôlées de janvier 1947**. L'historienne **Anne Applebaum** (*Iron Curtain*, 2012) décrit la mise en place méthodique d'un contrôle soviétique sur l'Europe de l'Est.

L'**Allemagne** devient le cœur géopolitique de l'affrontement. L'URSS privilégie d'abord les **réparations** (démontage d'usines et transfert d'équipements vers l'Est) ; les Occidentaux choisissent au contraire de **reconstruire** l'économie allemande pour relancer l'Europe. Le pays devient ainsi le lieu où se scelle la rupture entre anciens Alliés.

1.2) Les crises fondatrices et la formation des blocs (1947–1949)

1.2.1) La rupture de 1947 : doctrines et endiguement

La rupture devient publique en 1947. La **doctrine Truman** (12 mars 1947) répond directement aux **crises grecque et turque** : les États-Unis se disent prêts à soutenir les peuples résistant à la subversion, inaugurant la politique d'**endiguement** (*containment*). Le **plan Marshall** (*European Recovery Program*), annoncé en juin 1947 et mis en œuvre de 1948 à 1952, propose une aide conditionnée à une coopération européenne (gérée par l'**OECE**, 1948). La **Pologne** et la **Tchécoslovaquie** envisagent d'abord d'y participer, avant de se **retirer sous la pression soviétique** : le refus imposé à l'Est révèle et accentue la coupure du continent.

Le fondement doctrinal du *containment* est exposé par le diplomate **George F. Kennan** dans l'article « *The Sources of Soviet Conduct* », signé « X » (*Foreign Affairs*, 1947). Il faut distinguer cet endiguement d'abord **politico-économique** de sa **militarisation** ultérieure, théorisée par le document **NSC-68** (1950).

1.2.2) Le coup de Prague et le blocus de Berlin

Deux crises rendent la rupture irréversible :

- le **coup de Prague** (février 1948) : un parti communiste déjà puissant **exploite une crise gouvernementale**, avec l'appui de Moscou, pour s'emparer du pouvoir en Tchécoslovaquie ;
- le **blocus de Berlin** (24 juin 1948 – 12 mai 1949) : Staline coupe les accès terrestres à Berlin-Ouest ; les Occidentaux organisent un **pont aérien** d'environ **277 000 rotations** (chiffre variable selon les sources). Il faut distinguer la **fin du blocus** (mai 1949) de la **fin du pont aérien**, maintenu par précaution jusqu'en **septembre 1949**.

Issue durable : la création de la **RFA** (mai 1949) et de la **RDA** (octobre 1949) institutionnalise la division.

1.2.3) Deux modèles, deux systèmes d'alliances

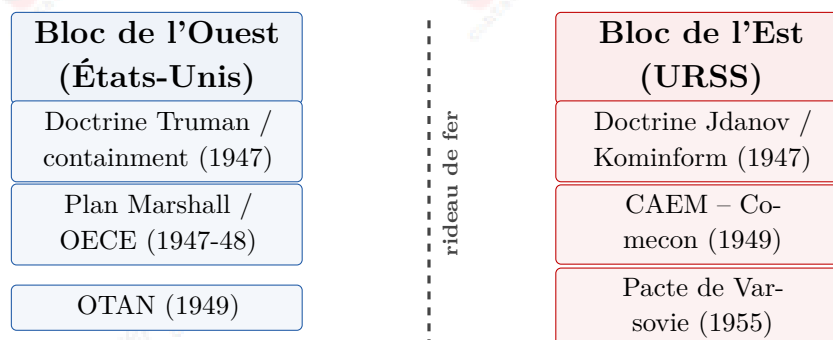
Le **modèle américain** repose sur la démocratie libérale, l'État de droit et le capitalisme ; le **modèle soviétique** sur l'**État-parti**, l'économie **planifiée**, les **démocraties populaires** et le marxisme-léninisme. Pour **Raymond Aron**, l'incompatibilité des « fins et des moyens » des deux systèmes explique la logique bipolaire.

Les blocs s'organisent :

- à l'**Ouest** : l'**OTAN** (1949), alliance politico-militaire ;
- à l'**Est** : le rapport **Jdanov** (1947) oppose « camp impérialiste » et « camp démocratique » ; le

Kominform (1947) coordonne les partis communistes ; le CAEM (Comecon, 1949) structure progressivement les économies du bloc – sans constituer d’emblée un marché commun intégré – ; le Pacte de Varsovie (1955) en fournit le volet militaire.

Schéma 2 – La structuration progressive des blocs, 1947-1955



1.3) La mondialisation du conflit : l'Asie (1949–1953)

Le conflit sort d'Europe. La **proclamation de la République populaire de Chine** (1^{er} octobre 1949) fait basculer le pays le plus peuplé du monde dans le camp communiste. Surtout, la **guerre de Corée** (1950–1953) globalise l'affrontement :

- la péninsule est **divisée** au 38^e parallèle depuis 1945, en deux régimes rivaux ;
- l'**invasion nord-coréenne** du Sud (juin 1950) déclenche la guerre ;
- l'**ONU** vote une intervention en l'absence du délégué soviétique, qui boycotte alors le Conseil de sécurité pour protester contre la **non-représentation de la Chine populaire** ; une coalition dirigée par les États-Unis débarque ;
- l'**intervention chinoise** (fin 1950) repousse d'abord la coalition vers le sud, avant que le **front ne se stabilise** autour du 38^e parallèle ;
- l'**armistice de Panmunjom** (1953) fige la division **sans traité de paix**.

La Corée illustre le modèle d'une **guerre limitée**, sans victoire décisive, et accélère la **militarisation** de la Guerre froide (application de NSC-68, hausse des budgets, réarmement).

À retenir

La Guerre froide s'installe **progressivement** : ni « partage de Yalta », mais occupations, soviétisation (Pologne) et réactions occidentales. Elle se cristallise en 1947 (doctrine Truman,

plan Marshall, doctrine Jdanov), se structure en **blocs** (OTAN 1949; Kominform, CAEM 1949, Pacte de Varsovie 1955) et se **mondialise** avec la Chine (1949) et la **guerre de Corée** (1950–1953), premier modèle de guerre limitée.

En dissertation

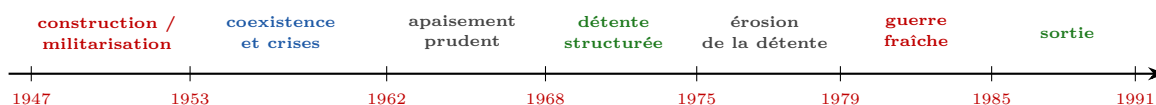
Thèse : la Guerre froide est un processus *construit*, non un basculement instantané.

Exemple : la coupure de 1947 (doctrines Truman et Jdanov) transforme des tensions diffuses en rupture organisée. **Limite** : l'idée d'un « partage de Yalta » est un mythe rétrospectif; c'est l'enchaînement des crises (Prague, Berlin) qui rend la division irréversible.

II. Les phases de la Guerre froide (1953–1991)

La Guerre froide ne suit pas une trajectoire linéaire mais une succession de phases, entre tension extrême, coopération pragmatique et retours à la confrontation.

Schéma 3 – Les phases chronologiques



2.1) La coexistence pacifique et ses crises (1953–1962)

2.1.1) Définir la coexistence pacifique

La mort de **Staline** (5 mars 1953) ouvre une nouvelle séquence. La **coexistence pacifique**, théorisée par **Khrouchtchev**, ne signifie pas la fin de la rivalité : c'est le **maintien de la compétition** (idéologique, économique, technologique) sans qu'une **guerre générale** soit désormais tenue pour inévitable. Khrouchtchev engage la **déstalinisation** avec le « rapport secret » du XX^e Congrès du **PCUS** (février 1956). Mais la fermeté demeure dans le bloc : dès juin 1953, le **soulèvement ouvrier de Berlin-Est** est réprimé par les **forces soviétiques**.

2.1.2) Les limites : Budapest (1956)

La **révolte hongroise** d'octobre-novembre 1956 en montre les limites. Après les troubles ouvriers de **Poznan** (Pologne, juin 1956), l'insurrection de Budapest porte au pouvoir **Imre Nagy**, qui annonce le multipartisme et la sortie du **Pacte de Varsovie**. L'**intervention militaire soviétique** (novembre 1956) écrase la révolte, faisant plusieurs milliers de morts. Moscou n'admet pas la

remise en cause de son glaxis européen.

2.1.3) Suez (1956) : un double tournant

Le 26 juillet 1956, Nasser nationalise le canal de Suez. La France, le Royaume-Uni et Israël coordonnent secrètement une intervention – collusion formalisée par le **protocole de Sèvres** (octobre 1956). L'opération se heurte à une **double opposition**, américaine et soviétique. L'ONU impose un cessez-le-feu et déploie la **FUNU I, première force armée de maintien de la paix de l'ONU** (des missions d'*observateurs non armés* existaient déjà avant 1956). Les deux puissances européennes en tirent des **conclusions opposées** : le Royaume-Uni tend à resserrer sa relation avec Washington, sans renoncer à toute autonomie ; la France y trouve un argument qui **renforce** – sans le créer à lui seul – son orientation vers l'**autonomie stratégique** et le choix nucléaire.

2.1.4) La course à l'espace

La compétition devient technologique et symbolique. L'URSS lance le premier satellite, **Spoutnik** (octobre 1957), puis envoie le premier homme dans l'espace (**Iouri Gagarine**, avril 1961). Les États-Unis créent la **NASA** (1958) et prennent l'avantage avec le programme **Apollo** et l'**alunissage d'Apollo 11** (juillet 1969).

2.1.5) Le mur de Berlin (1961) et la crise de Cuba (1962)

Face à l'exode massif vers Berlin-Ouest, les **autorités de la RDA, avec l'accord soviétique**, érigent le **mur de Berlin** (nuit du 12 au 13 août 1961). **Kennedy** y affirme la solidarité occidentale (« *Ich bin ein Berliner* », 1963).

La **crise de Cuba** (octobre 1962) est le moment le plus dangereux. Elle s'inscrit dans une séquence : **révolution cubaine** (1959), échec du débarquement de la **baie des Cochons** (avril 1961), rapprochement de **Castro** avec Moscou. Les **objectifs soviétiques** sont multiples : **défendre Cuba** d'une invasion, rechercher un **rééquilibrage stratégique** et **répondre** aux missiles américains Jupiter installés en Turquie. Après treize jours de tension et une « quarantaine » navale, le **compromis** comporte trois volets : retrait **public** des missiles soviétiques de Cuba, **engagement américain** à ne pas envahir l'île, et retrait **secret** des Jupiter de Turquie.

2.2) La dissuasion nucléaire et l'équilibre de la terreur

L'arme nucléaire structure toute la période. Les États-Unis disposent d'un **monopole atomique** jusqu'en 1949, année du **premier essai soviétique**. La course s'accélère avec les **bombes H** (thermonucléaires) au début des années 1950. Chaque camp développe une **triade** (bombardiers,

missiles terrestres, sous-marins lanceurs) garantissant une capacité de **seconde frappe** : pouvoir riposter même après avoir été frappé rend l'attaque initiale suicidaire.

Les doctrines évoluent : des **représailles massives** (années 1950) à la **riposte graduée** (années 1960). La **prolifération** s'étend au **Royaume-Uni** (1952), à la **France** (1960) et à la **Chine** (1964) ; la France théorise une **dissuasion « du faible au fort »** (menacer un adversaire supérieur de dommages inacceptables). La **destruction mutuelle assurée** (MAD) n'est pas une doctrine unanimement assumée, mais une **situation stratégique** et une représentation de la **vulnérabilité réciproque**, qui fonde l'intérêt commun pour le **contrôle des armements**.

2.3) De l'apaisement prudent à la détente structurée (1962–1975)

2.3.1) Un apaisement prudent mais des conflits persistants (1962–1968)

Après Cuba, les deux Grands cherchent à limiter les risques d'escalade : **liaison directe sécurisée** entre Moscou et Washington (1963, souvent appelée « téléphone rouge »), **traité de non-prolifération** (TNP, 1968), qui vise à la fois à **limiter la prolifération**, à garantir les **usages civils** et à favoriser le **désarmement**. L'apaisement reste toutefois partiel : le **printemps de Prague** (1968), tentative de « socialisme à visage humain » de **Dubcek**, est écrasé par une intervention du **Pacte de Varsovie**, justifiée par la **doctrine Brejnev de souveraineté limitée**. Dans le même temps, la **rupture sino-soviétique**, progressive depuis la fin des années 1950, débouche sur des **affrontements frontaliers** (fleuve Oussouri, 1969).

2.3.2) La détente structurée (1969–1975)

La détente devient un **processus structuré** à partir de la **fin des années 1960**, une fois la parité nucléaire approchée :

- les accords **SALT I** (1972) comprennent le **traité ABM** (limitation des défenses antimissiles) et un **accord intérimaire** plafonnant certains armements offensifs ;
- le **rapprochement sino-américain** (visite de **Nixon** en Chine, 1972) instaure un **triangle stratégique** Washington-Moscou-Pékin ;
- l'**Ostpolitik** du chancelier **Willy Brandt** (RFA) engage la **normalisation des relations avec la RDA** et la **reconnaissance de fait de deux États allemands** : le **traité fondamental** (1972) est suivi de l'**entrée des deux Allemagne à l'ONU** (1973) ;
- l'**Acte final d'Helsinki** (1975) reconnaît les frontières européennes et la coopération, mais comporte aussi des engagements sur les **droits de l'homme** qui seront invoqués par les dissidents.

Dissidents et droits humains

La « corbeille » des droits de l'homme d'**Helsinki** (1975) offre un levier aux opposants du bloc de l'Est : le physicien **Andreï Sakharov** en URSS, l'écrivain **Alexandre Soljenitsyne** (auteur de *L'Archipel du Goulag*), la **Charte 77** en Tchécoslovaquie. En Pologne, l'**Église catholique** (élection du pape Jean-Paul II en 1978) et le syndicat **Solidarność** (1980) portent une contestation de masse. La bataille des **droits humains** devient une arme idéologique majeure de la fin de la Guerre froide.

2.4) Le Vietnam : un conflit périphérique qui traverse la coexistence et la détente

La **guerre du Vietnam** (1955–1975) illustre la persistance de l'affrontement indirect à travers les phases. Après le départ français (1954) et la division du pays, la guerre oppose le Nord communiste (soutenu par l'URSS et la Chine) au Sud soutenu par Washington. L'**escalade américaine** s'engage à partir de 1964–1965 (incident du golfe du Tonkin, envoi de troupes). L'**offensive du Têt** (1968) marque un tournant psychologique aux États-Unis. Nixon engage la « **vietnamisation** » ; les **accords de Paris** (1973) organisent le désengagement américain. La **chute de Saïgon** (1975) est suivie de la **réunification institutionnelle** et de la proclamation de la **République socialiste du Vietnam** (1976).

2.5) De l'érosion de la détente à la guerre fraîche (1975–1985)

2.5.1) L'érosion (1975–1979)

Dès la fin des années 1970, la détente s'effrite : les deux Grands continuent d'intervenir dans le tiers-monde (Angola, Corne de l'Afrique), les néoconservateurs américains dénoncent un déséquilibre stratégique, et l'**accord SALT II** (1979), signé, n'est pas ratifié.

2.5.2) La guerre fraîche (1979–1985)

Plusieurs chocs relancent la confrontation :

- la **révolution iranienne** (1979) : dynamique régionale **autonome**, hostile aux États-Unis mais **non alignée** sur Moscou, prolongée par la **crise des otages** de l'ambassade américaine (1979–1981) ;
- l'**invasion soviétique de l'Afghanistan** (décembre 1979), perçue comme une menace majeure : boycott des JO de Moscou, soutien américain aux moudjahidines ;

- la **crise des euromissiles** : déploiement soviétique des **SS-20**, riposte de l'OTAN (Pershing II, missiles de croisière) ;
- en Pologne, la **loi martiale** proclamée par le général **Jaruzelski** (décembre 1981) **sous forte pression soviétique**, mais **sans intervention militaire directe** de l'URSS ;
- l'alerte de l'exercice **Able Archer** (1983) et la destruction du **vol civil KAL 007** (1983).

Ronald Reagan qualifie l'URSS d'« **empire du mal** » (1983) et lance l'**Initiative de défense stratégique** (IDS, 1983). Cette politique de pression pèse sur l'économie soviétique.

2.6) La sortie de la Guerre froide (1985–1991)

2.6.1) Gorbatchev et les réformes

Mikhaïl Gorbatchev (au pouvoir en 1985) engage la **glasnost** (transparence) et la **perestroïka** (restructuration économique et institutionnelle), et conçoit la réforme intérieure comme incompatible avec la poursuite de la confrontation extérieure.

Débat : pourquoi l'URSS s'effondre-t-elle ?

L'effondrement soviétique ne relève pas d'une cause unique, mais d'un faisceau discuté :

- la **pression américaine** (course aux armements, guerre fraîche) aurait accéléré l'épuisement du système ;
- la **stagnation structurelle** de longue durée (économie de pénurie, innovation civile insuffisante, poids du complexe militaire) en constitue le socle ;
- la **crise impériale et nationale** (revendications des nationalités, coûts de l'empire, enlisement afghan) mine la cohésion ;
- les **choix et contradictions des réformes** de Gorbatchev (l'ouverture libère des forces incontrôlables) précipitent le dénouement.

Ces lectures se combinent plus qu'elles ne s'excluent.

2.6.2) Désarmement, révolutions et dissolution

- **Désarmement** : sommets (Genève 1985, Reykjavik 1986), **traité INF** (1987), **retrait d'Afghanistan** (mai 1988 – février 1989).
- **Abandon de la doctrine Brejnev** : les **États d'Europe de l'Est** sont désormais libres de choisir leur trajectoire – ce que la diplomatie soviétique résume par l'expression ironique

de « **doctrine Sinatra** » (à chacun de faire « à sa manière »).

- **Révolutions** pacifiques de 1989 ; **chute du mur de Berlin** (9 novembre 1989) ; réunification allemande (1990).
- **Fin de l'URSS** : **démission de Gorbatchev** le 25 décembre 1991 ; **dissolution formelle** de l'URSS le 26 décembre 1991.

L'économie des deux blocs

La rivalité est aussi économique. À l'Ouest, les Trente Glorieuses reposent sur la **croissance** et la **société de consommation**. À l'Est, la **planification** et l'intégration par le **CAEM** permettent une industrialisation rapide, mais la **stagnation brejnévienne** révèle les limites du modèle : **innovation civile insuffisante**, priorité au secteur militaire, économie de pénurie. L'écart de niveau de vie devient, à la fin de la période, un puissant facteur de délégitimation du bloc de l'Est.

À retenir

La Guerre froide oscille : **coexistence** et crises (Berlin 1953, Budapest 1956, Suez, Cuba 1962), **dissuasion** nucléaire (triade, seconde frappe, MAD), **apaisement** puis **détente structurée** (SALT I, **TNP**, Helsinki 1975) contredite par Prague 1968 et la **doctrine Brejnev**, **érosion** puis **guerre fraîche** (Afghanistan 1979, euromissiles, Reagan), enfin sortie sous **Gorbatchev** (chute du Mur 1989, dissolution 1991).

En dissertation

Thèse : la Guerre froide alterne tension et coopération sans jamais devenir une guerre directe, en raison de la **dissuasion** nucléaire. **Exemple** : après Cuba (1962), la « liaison directe » et le **TNP** institutionnalisent la gestion du risque. **Limite** : l'apaisement Est-Ouest n'empêche ni la répression interne (Prague 1968) ni la poursuite des guerres périphériques (Vietnam).

III. La décolonisation : une transformation mondiale au cœur de la Guerre froide

En quelques décennies, **plusieurs dizaines** d'États accèdent à l'indépendance. La décolonisation est moins une simple rupture qu'une renégociation globale des formes de la souveraineté (**Frederick Cooper**) ; pour **Odd Arne Westad** (*The Global Cold War*, 2005), elle est indissociable de la compétition Est-Ouest.

3.1) Les causes : effondrement des empires, pressions et mobilisations

3.1.1) L'affaiblissement des métropoles

Les empires sortent **épuisés** de la Seconde Guerre mondiale. Le Royaume-Uni est lourdement **endetté**, a liquidé une part de ses **avoirs** à l'étranger et devient **dépendant** des financements américains ; la France est militairement affaiblie et politiquement divisée. La participation des **combattants coloniaux** nourrit une attente de reconnaissance – facteur **important mais variable** selon les territoires.

La **montée des nationalismes** est décisive : Inde (Congrès national indien, Nehru, Gandhi), Indonésie (Sukarno), Indochine (Viet Minh de Hô Chi Minh), Algérie (**FLN**). **Benedict Anderson** (*Imagined Communities*, 1983) analyse la nation comme une **communauté imaginée**, construite par l'**imprimé**, la **langue**, l'**administration**, l'**éducation** et par de nouvelles **représentations** de la communauté nationale.

3.1.2) Les facteurs externes

- L'**ONU** : la Charte affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (**article 1, §2**) et organise la tutelle des **territoires non autonomes** (**chapitre XI**), sans entraîner **immédiatement** une obligation générale d'indépendance ; c'est la **résolution 1514** (**1960**) qui donne une portée décisive à la revendication anticoloniale.
- Les **États-Unis** ne sont pas une puissance simplement **anticoloniale** : ils oscillent entre le principe d'**autodétermination**, la solidarité avec leurs **alliés européens** et la priorité **anticommuniste**.
- L'**URSS** soutient officiellement les mouvements anticolonialistes.

3.1.3) Les idéologies transnationales

Trois grands courants fédèrent les peuples dominés : le **panafricanisme** (Nkrumah, Du Bois), le **panarabisme** (Nasser), la **négritude** (Césaire, Senghor).

3.2) Les modalités : un processus mondial et différencié

3.2.1) L'Asie, premier laboratoire

- **Inde et Pakistan** (**1947**) : aboutissement d'une **longue mobilisation**, négociée dans sa phase finale avec le Royaume-Uni, mais accompagnée d'une **partition très violente**

(plusieurs centaines de milliers de morts, selon des estimations débattues).

- **Indonésie (1949)** : les Pays-Bas tentent de reconquérir la colonie ; la **pression américaine** contribue – sans en être la cause unique – à l'indépendance.
- **Indochine (1946–1954)** : la France tente de restaurer son empire, mais la défaite de **Diên Biên Phu (1954)** clôt le projet colonial français en Asie.

3.2.2) Le Moyen-Orient

L'**Irak** accède à une indépendance nominale dès **1932**, précédent **antérieur** à la vague principale. La **Syrie** et le **Liban** voient leurs indépendances proclamées ou reconnues au début des années **1940**, l'**évacuation définitive** des forces étrangères étant achevée en **1946**. Pour l'**Égypte**, l'accord de retrait britannique date de **1954** et l'**évacuation** est achevée en **1956**.

Le cas de la **Palestine** est singulier : la **fin du mandat britannique** s'accompagne du **plan de partage de l'ONU (1947)**, rejeté par les États arabes ; la **proclamation d'Israël (1948)** déclenche la **première guerre israélo-arabe** et provoque l'**exode palestinien** (la *Nakba*).

3.2.3) L'Afrique du Nord

Libye (**1951**), Maroc et Tunisie (**1956**). La **guerre d'Algérie (1954–1962)** est la plus emblématique ; **Raphaëlle Branche** a montré la place de la violence et de la torture dans ce conflit. Le processus final s'échelonne : **accords d'Évian** (18 mars **1962**), **cessez-le-feu** (19 mars **1962**), **indépendance** (juillet **1962**).

3.2.4) L'Afrique subsaharienne : le « moment 1960 »

L'année **1960** voit l'indépendance de **17 États** africains, aux trajectoires **diverses** : certaines négociées, d'autres conflictuelles, avec des logiques variables de **maintien d'influence**. Certaines décolonisations tardives sont violentes (Angola, Mozambique, **1975**, après la révolution des Œillets au Portugal en **1974** ; Zimbabwe, **1980**).

Notion : la « Françafrique »

La « **Françafrique** » est un **concept critique**, popularisé notamment par **François-Xavier Verschave** (*La Françafrique*, **1998**). Il désigne le maintien de liens politiques, économiques, militaires et personnels étroits entre la France et ses anciennes colonies africaines après les indépendances (réseaux, bases militaires, franc CFA, soutien à certains dirigeants). C'est un outil d'analyse – et de dénonciation – des formes de **néocolonialisme**.

3.3) Les États postcoloniaux : fragilités et dépendances

3.3.1) Comprendre la fragilité des États

Les frontières africaines sont **héritées de la conquête et du partage coloniaux**, dont la **conférence de Berlin (1884-1885)** constitue un moment important. La fragilité postcoloniale ne saurait toutefois se déduire **mécaniquement** de la diversité ethnique : elle tient surtout à la faiblesse des **institutions**, à la nature des **ressources** (économies de rente), aux stratégies des **élites** et aux **ingérences** extérieures. Jean-François Bayart (*L'État en Afrique : la politique du ventre*, 1989) analyse l'État postcolonial à travers des **réseaux**, une logique d'**extraversion** (mobilisation des ressources extérieures), la **captation et la redistribution** des ressources, et l'**historicité** propre des trajectoires africaines.

3.3.2) La crise congolaise, laboratoire des ingérences

Le **Congo** illustre la fragilité et l'imbrication avec la Guerre froide :

- **indépendance** (juin 1960), suivie d'une crise immédiate ;
- **sécession katangaise** (soutenue par des intérêts miniers et par la Belgique) ;
- **intervention de l'ONU** (ONUC) ;
- **assassinat de Lumumba** (janvier 1961), impliquant des **acteurs katangais et belges**, sur fond de **projets d'élimination** de la **CIA** ;
- **prise de pouvoir de Mobutu** (1965), durablement soutenu par l'Occident comme rempart anticomuniste.

3.3.3) Un conflit de Guerre froide : l'Angola

L'**Angola** devient, après son indépendance (1975), le théâtre d'une guerre civile internationalisée : le **MPLA** (soutenu par l'URSS et par une intervention militaire **cubaine** massive) affronte l'**UNITA** et le **FNLA** (soutenus par les États-Unis et l'Afrique du Sud). Le conflit illustre la manière dont la rivalité Est-Ouest s'enracine dans les dynamiques africaines.

3.3.4) Dépendance économique et néocolonialisme

La dépendance se maintient via la **division internationale du travail** : les économies post-coloniales restent **extraverties** (exportation de matières premières, importation de produits manufacturés), orientées vers l'extérieur au détriment de l'industrialisation locale. La souveraineté

politique ne s'accompagne donc pas d'une souveraineté économique.

3.4) Un cas singulier : l'apartheid sud-africain

L'**apartheid**, système légal de **ségrégation raciale** instauré en Afrique du Sud à partir de **1948**, constitue un cas à part : la domination d'une minorité blanche **persiste** bien après les indépendances du reste du continent. Le régime réprime durement l'opposition (fusillade de **Sharpeville**, **1960** ; interdiction de l'**ANC** ; emprisonnement de **Nelson Mandela**, **1964** ; répression des émeutes de **Soweto**, **1976**). Il se présente comme un rempart anticomuniste, ce qui nuance longtemps les **sanctions internationales**. Les **réformes** du début des années **1990** (libération de Mandela en **1990**) conduisent aux premières élections multiraciales et à la fin du régime (**1994**).

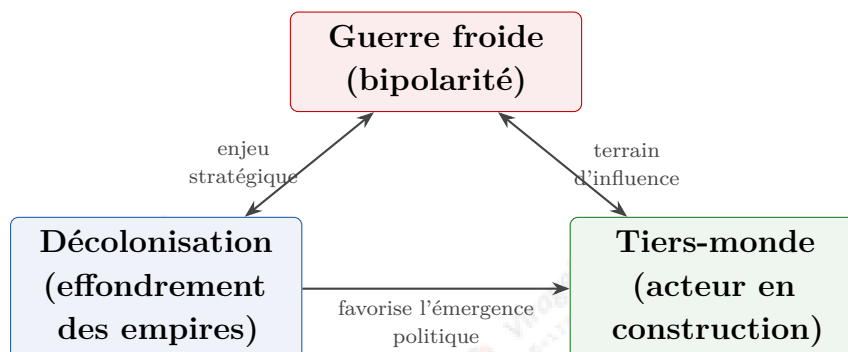
À retenir

La décolonisation résulte de l'**affaiblissement** des métropoles, de la **montée des nationalismes** (**Anderson**) et de **pressions externes** (**ONU**, résolution 1514 en **1960** ; superpuissances aux positions contradictoires). Ses **modalités** varient (négociées : Inde ; guerrières : Indochine, Algérie). Elle laisse des **États fragiles** (**Bayart** : extraversion, réseaux, politique du ventre), une **dépendance** extravertie et des cas singuliers comme l'**apartheid**.

En dissertation

Thèse : la décolonisation est un enjeu *global*, saisi par la rivalité Est-Ouest. **Exemple** : la crise congolaise (**1960–1965**) mêle sécession, intervention de l'ONU et ingérences des blocs. **Limite** : réduire les indépendances à la Guerre froide masque leurs causes propres (nationalismes, épuisement des métropoles).

Schéma 4 – Décolonisation, Guerre froide et Tiers-monde



IV. Le Tiers-monde : affirmation, ambitions et limites (1952–1991)

Face au duel Est-Ouest, le **Sud** tente de construire une **capacité collective malgré son hétérogénéité**, sans jamais former un bloc unifié.

4.1) La naissance du Tiers-monde

4.1.1) Une naissance intellectuelle : Sauvy (1952)

L'expression « **Tiers-monde** » apparaît sous la plume du démographe **Alfred Sauvy** (*L'Observateur*, 14 août 1952), par analogie avec le **Tiers-État** : un ensemble de peuples marginalisés qui « veut, lui aussi, être quelque chose ». Le concept désigne moins une zone géographique qu'un **statut** et une **revendication de reconnaissance**.

4.1.2) Une naissance politique : Bandung (1955)

La conférence de **Bandung** (Indonésie, avril 1955) réunit **29 États d'Asie et d'Afrique** (Inde de Nehru, Égypte de Nasser, Chine de Zhou Enlai, Indonésie de Sukarno). **Tito et la Yougoslavie n'y participent pas** (la Yougoslavie est européenne). Bandung affirme le refus de la domination coloniale et la coopération afro-asiatique, mais ne constitue **pas** la création formelle du mouvement des non-alignés.

4.2) Le mouvement des non-alignés : une troisième voie

4.2.1) Belgrade (1961)

La conférence de **Belgrade** (1961) fonde officiellement le **mouvement des non-alignés (MNA)**, qui réunit **25 États**, à l'initiative de **Tito, Nehru, Nasser, Sukarno** et **Nkrumah**. Le non-alignement est une **stratégie d'autonomie** active, et non une neutralité ou une équidistance permanente : il **n'empêche ni les rapprochements** avec un bloc (l'**Inde** se rapproche de l'URSS, **Cuba** du camp soviétique) **ni les conflits** entre États membres (guerres **Inde-Pakistan**, conflit **Chine-Inde** de 1962).

4.2.2) Un mouvement hétérogène mais influent

Le **MNA** rassemble des régimes très divers. Cette hétérogénéité limite son intégration, mais lui donne une **légitimité démographique** et une tribune à l'**ONU** (désarmement, anti-apartheid,

anti-impérialisme). Il reste fragilisé par les ingérences des deux Grands et par ses contradictions internes.

4.3) Le dialogue Nord-Sud : ambitions et désillusions

4.3.1) Pétrole, OPEP et OAPEC

Les producteurs de pétrole s'organisent : l'**OPEP** (1960) rassemble des producteurs au-delà du seul monde arabe, tandis que l'**OAPEC** regroupe les producteurs *arabes*. Le **choc pétrolier de 1973** ne résulte pas du seul embargo : il combine l'**embargo de l'OAPEC** (lors de la guerre du Kippour), une **réduction de la production**, les **décisions de prix des producteurs** et de fortes **tensions du marché**. Le prix du baril quadruple.

4.3.2) Le Nouvel Ordre Économique International (NOEI)

Préparé par le **Groupe des 77** (G77, 1964) et la **CNUCED** (1964), le projet de **NOEI**, porté à l'**ONU** en 1974, réclame :

- la **souveraineté** des États sur leurs ressources naturelles ;
- la **stabilisation** du prix des matières premières ;
- le **transfert de technologies** vers le Sud ;
- la **réglementation** des firmes multinationales ;
- la **réforme** des institutions économiques internationales ;
- une **aide au développement** accrue.

Son échec tient au **refus du Nord**, mais aussi aux **divisions du Sud**, aux **retournements économiques** et à la crise de la dette.

4.4) La fragmentation du Tiers-monde

4.4.1) Les NPJA : un décrochage par le haut

Les **Nouveaux pays industrialisés asiatiques** (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong) connaissent dès les années 1970 une industrialisation exportatrice qui les éloigne du modèle tiers-mondiste, creusant une fracture avec les pays durablement marginalisés.

4.4.2) La crise de la dette (1982)

La crise procède d'un enchaînement. Le **recyclage des pétrodollars** des années 1970 gonfle un endettement du Sud largement contracté à **taux variable**. La forte **hausse des taux d'intérêt américains** et l'**appréciation du dollar** alourdissent brutalement la charge de la dette, tandis que **certaines recettes d'exportation** reculent. En août **1982**, le **Mexique** annonce son **incapacité à assurer normalement le service de sa dette**, ouvrant une crise généralisée : dépendance au **FMI**, **plans d'ajustement structurel**, recul des projets de développement autonome. Pour **Immanuel Wallerstein**, le Sud reste en position **périphérique** dans le système-monde.

Foyers de la Guerre froide : l'Amérique latine

Considérée comme « arrière-cour » stratégique, l'Amérique latine connaît un fort interventionnisme américain : renversement du gouvernement du **Guatemala** (**1954**), affrontement autour de **Cuba** (baie des Cochons, crise de **1962**), coup d'État contre Allende au **Chili** (**1973**). La coordination répressive des dictatures du Cône Sud (**opération Condor**) et le soutien aux **Contras** contre les sandinistes au **Nicaragua** (années 1980) prolongent cette logique, avant les **transitions démocratiques** de la fin des années 1980.

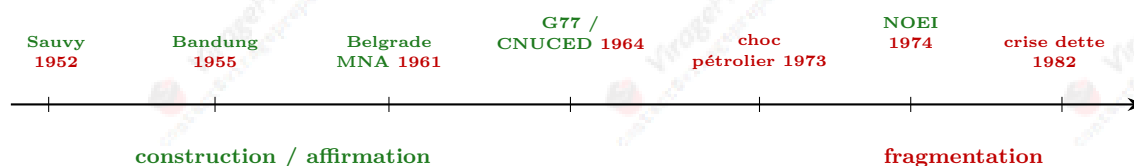
Foyers de la Guerre froide : le Moyen-Orient

Le Moyen-Orient cumule conflits régionaux et rivalités globales : **guerre des Six Jours** (**1967**), **guerre du Kippour** (**1973**) suivie du choc pétrolier, accords de **Camp David** (**1978**) et paix israélo-égyptienne (**1979**), **révolution iranienne** (**1979**) et **guerre Iran-Irak** (**1980-1988**). Le pétrole et les alignements fluctuants y font converger les intérêts des deux Grands.

À retenir

Le Tiers-monde naît intellectuellement (**Sauvy, 1952**) et politiquement (**Bandung, 1955**, sans la Yougoslavie), s'organise avec le **non-alignement** (Belgrade, **1961** : 25 États), revendique un **NOEI** (**1974**, préparé par le **G77** et la **CNUCED**), mais se **fragmente** : décrochage des **NPIA**, **crise de la dette** (**1982**). Le non-alignement est une **stratégie d'autonomie**, non une neutralité, qui n'exclut ni rapprochements ni conflits internes.

Schéma 5 – Construction puis fragmentation du Tiers-monde



V. Approfondissements transversaux et bilan

Au-delà du récit chronologique, plusieurs éléments transversaux nuancent la lecture strictement bipolaire.

5.1) Les acteurs autonomes : les limites de la bipolarité

La bipolarité n'est pas absolue : plusieurs acteurs cherchent des marges d'autonomie.

- La **France gaullienne** : reconnaissance de la Chine populaire (1964), retrait du commandement militaire intégré de l'OTAN (1966), force de frappe nucléaire nationale.
- La **Chine** : après la rupture avec Moscou, elle affirme une voie propre et un rôle de troisième pôle.
- La **Yougoslavie** de Tito : socialisme non aligné, hors du bloc soviétique.
- La **Roumanie** de Ceaușescu : prises de distance ponctuelles au sein du bloc de l'Est.
- Les **non-alignés** et l'**Europe occidentale** en voie d'intégration constituent d'autres pôles d'autonomie relative.

5.2) Les formes non militaires de l'affrontement

La Guerre froide est aussi une guerre **sans combat direct** :

- **Renseignement** : rivalité des services (CIA / KGB), espionnage, opérations clandestines.
- **Propagande et médias** : radios internationales (*Radio Free Europe*, *Voice of America*), cinéma, littérature.
- **Sport** : les Jeux olympiques comme vitrine (boycotts croisés de 1980 et 1984).
- **Science et technologie** : course spatiale, prestige de la recherche.
- **Économie et culture** : aide au développement concurrente, diffusion de modèles culturels rivaux (*american way of life* / modèle soviétique).

5.3) Les continents dans la recomposition mondiale (synthèse)

Espace	Dynamiques de Guerre froide	Recomposition / limites
Europe	Division en deux blocs, OTAN / Pacte de Varsovie, crises de l'Est (1953, 1956, 1968, 1980-81)	Intégration à l'Ouest (CECA 1951, CEE 1957) ; effondrement de l'Est et réunification (1990)
Amériques	Interventionnisme américain (Guatemala 1954, Chili 1973, Condor, Contras) ; révolution cubaine	Dictatures, guérillas, puis transitions démocratiques (années 1980)
Afrique	Terrain d'affrontements indirects (Congo, Angola, Corne de l'Afrique)	Décolonisation, États fragiles, dépendance extravertie ; conflits prolongés après 1991 pour d'autres raisons
Asie	Guerres majeures (Corée, Vietnam), rupture sino-soviétique	Industrialisation (Japon, NPIA, ouverture chinoise 1978) ; intégration régionale (ASEAN, 1967)
Moyen-Orient	Conflits israélo-arabes (1948-1973), pétrole, révolution iranienne 1979	Puissances régionales (Égypte, Iran, Arabie saoudite) ; alignements fluctuants

Schéma 6 – Bipolarité et limites de la bipolarité

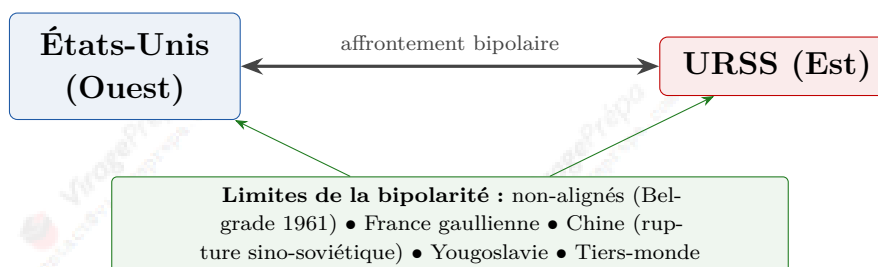
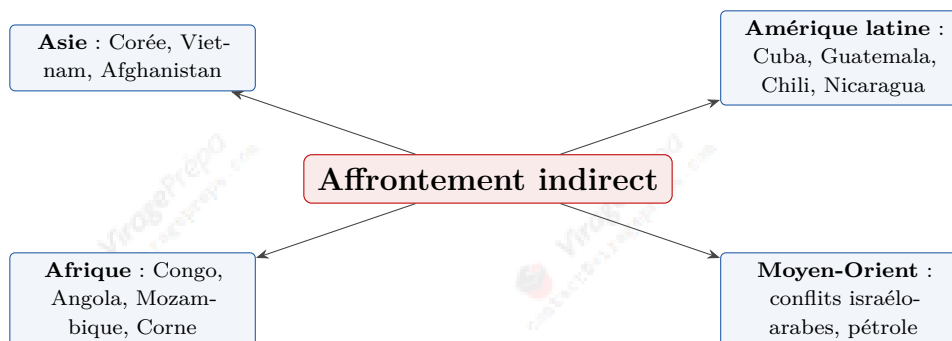


Schéma 7 – Les théâtres des conflits mondialisés



Prolongements après 1991

Plusieurs héritages débordent la période. Certaines rétrocessions ou indépendances tardives relèvent d'autres logiques : **Djibouti** (indépendance en 1977), rétrocession de **Hong Kong** à la Chine (1997) et de **Macao** (1999). De même, des guerres civiles africaines (Angola jusqu'en 2002) se prolongent après la Guerre froide, pour des raisons internes et régionales distinctes de la bipolarité.

Conclusion

Entre 1945 et 1991, l'ordre mondial est structuré par trois dynamiques imbriquées : la **Guerre froide**, qui impose une bipolarité jamais totale ; la **décolonisation**, qui refait la carte politique du monde ; et l'affirmation du **Tiers-monde**, qui tente – sans y parvenir pleinement – une troisième voie. Ces processus s'alimentent mutuellement : la compétition Est-Ouest se déploie surtout dans les **périphéries**, la décolonisation ouvre de nouveaux terrains d'influence, et les revendications du Sud contestent l'ordre hérité des empires.

La fin de l'URSS ne clôt pas cette histoire : elle ouvre un monde plus complexe, où de nouvelles puissances émergent et où les héritages de la période – frontières, dépendances, conflits gelés – continuent d'organiser les relations internationales contemporaines.

La fin de la guerre froide et le moment unipolaire américain, de 1989 au début des années 2000

De l'effondrement du monde bipolaire aux premières contestations de la
pax americana

Table des matières

Introduction : amorces, repères et définitions	3
I. 1989-1995 : la disparition du monde bipolaire libère autant d'espoirs que d'instabilités	4
1.1) L'effondrement soviétique et la transition russe	5
1.1.1) La dissolution de l'URSS	5
1.1.2) Une transition économique brutale	5
1.2) Recompositions et conflits dans l'ex-espace soviétique	5
1.3) L'Europe se recompose	6
1.4) Les instabilités de l'après-guerre froide : Yougoslavie et Rwanda	6
1.4.1) Les guerres yougoslaves	6
1.4.2) Rwanda et la région des Grands Lacs	6
1.5) Régionalisme et mondialisation	6
1.5.1) Les intégrations régionales	6
1.5.2) Les crises financières de la mondialisation	7
II. 1991-2001 : le moment unipolaire et une <i>pax americana</i> incomplète	7
2.1) Le moment unipolaire : un concept discuté	7
2.2) Les cinq piliers de la puissance américaine	8
2.2.1) Deux lectures de la puissance américaine	8
2.3) Les États-Unis et les règles économiques mondiales	8
2.4) Les succès diplomatiques et militaires	9
2.5) La gouvernance de la sécurité et des droits	9
2.5.1) Un maintien de la paix sous tension	9
2.5.2) Le débat sur l'ingérence	10
2.5.3) Environnement et justice internationale	10
III. Les contradictions de l'ordre post-guerre froide et l'épuisement du moment	

unipolaire	10
3.1) Le retour progressif de la Russie	10
3.2) Permanence de régimes communistes et reconversion autoritaire des anciennes élites	11
3.3) L'affirmation de nouveaux pôles : Chine et Inde	11
3.4) Prolifération et conflits persistants	11
3.5) Les limites de l'action internationale et l'unilatéralisme	12
3.6) Une ONU structurée par une hiérarchie héritée de 1945	12
 Conclusion	 13

Introduction : amorces, repères et définitions

Amorces possibles.

Le 9 novembre 1989, la chute du mur de Berlin devient l'image emblématique de la fin de la division de l'Europe. Dans son discours au Congrès du 11 septembre 1990, George H. W. Bush formule l'idée d'un « nouvel ordre mondial » ; ce projet repose théoriquement sur la coopération des grandes puissances, la réactivation de l'ONU, la sécurité collective et la sanction des agressions – et non, dans son énoncé initial, sur une domination unilatérale américaine. Dans *The End of History and the Last Man* (1992), Francis Fukuyama estime que l'effondrement du communisme soviétique laisse la démocratie libérale sans grande idéologie universelle concurrente : il n'annonce ni la fin des événements ni celle des guerres, mais l'aboutissement possible de l'évolution idéologique des sociétés.

À retenir

Problématique. Dans quelle mesure la disparition du monde bipolaire ouvre-t-elle un moment de domination américaine exceptionnelle sans parvenir à produire un ordre mondial universellement accepté et durable ?

La thèse de la « fin de l'histoire » est aussitôt discutée : les guerres yougoslaves, le génocide des Tutsi (1994), la résurgence des nationalismes et la persistance d'autoritarismes en montrent les limites immédiates.

Dates-repères.

- 1989 : chute du mur de Berlin, désatellisation de l'Europe de l'Est.
- 1990 : réunification allemande (3 octobre) ; « nouvel ordre mondial » de Bush.
- 1991 : guerre du Golfe ; dissolution de l'URSS (décembre).
- 1992 : traité de Maastricht (signé) ; début de la guerre de Bosnie.
- 1993 : accords d'Oslo ; TPIY.
- 1994 : génocide des Tutsi au Rwanda ; ALENA.
- 1995 : création de l'OMC ; Srebrenica ; accords de Dayton.
- 1997 : crise financière asiatique ; rétrocession de Hong Kong.
- 1998 : crise russe ; essais nucléaires indien et pakistanais ; Statut de Rome.
- 1999 : intervention de l'OTAN au Kosovo ; élargissement de l'OTAN.
- 2000 : élection de Vladimir Poutine.

- 2001 : attentats du 11 septembre.
- 2003 : invasion de l'Irak.

Définitions clés

Guerre froide : affrontement idéologique, stratégique, économique et technologique entre les États-Unis et l'URSS (environ 1947-1991), structuré par deux blocs et marqué par l'absence de guerre générale directe entre les deux superpuissances.

Ordre bipolaire : système dominé par deux pôles structurants (États-Unis / URSS).

Unipolarité : configuration dominée par une seule superpuissance, souvent utilisée pour qualifier les années 1990.

Multipolarité : système fondé sur la coexistence de plusieurs centres de puissance.

Désatellisation : processus par lequel les États d'Europe de l'Est se libèrent de la tutelle soviétique à partir de 1989.

Sécurité collective : principe selon lequel une agression contre un État appelle une réponse coordonnée de la communauté internationale, notamment via le Conseil de sécurité.

Puissance : hégémonie, hyperpuissance, leadership, *pax americana*

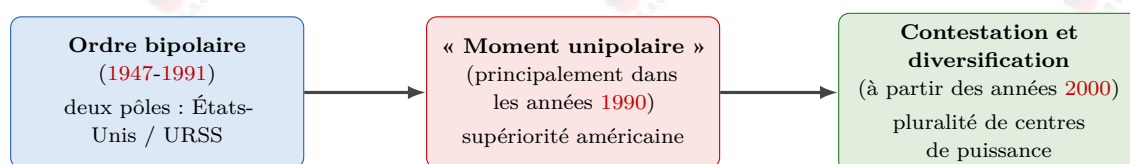
Hégémonie : capacité à orienter les règles du système par la combinaison de la puissance et du consentement.

Hyperpuissance : supériorité exceptionnelle dans presque tous les domaines (terme employé par Hubert Védrine en 1998).

Leadership : capacité à entraîner des partenaires et à organiser une action collective.

Pax americana : configuration dans laquelle les États-Unis jouent un rôle central dans la sécurité, la finance et les règles internationales, sans contrôler intégralement le système.

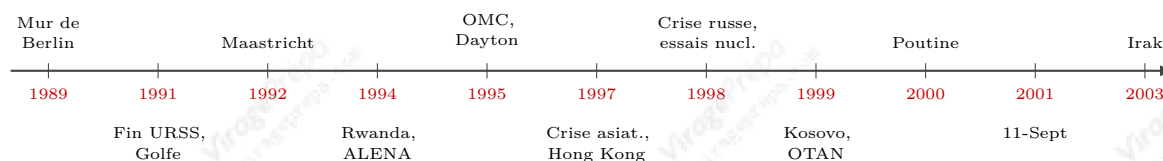
Schéma 1 – Trois configurations du système international



Les bornes sont discutées et les configurations ne se succèdent pas mécaniquement : le 11-Septembre (2001) transforme la stratégie américaine, tandis que la guerre d'Irak (2003) révèle plus nettement les limites de l'unilatéralisme.

I. 1989-1995 : la disparition du monde bipolaire libère autant d'espoirs que d'instabilités

Schéma 2 – Repères chronologiques (1989-2003)



1.1) L'effondrement soviétique et la transition russe

1.1.1) La dissolution de l'URSS

À partir de 1989, les pays d'Europe centrale et orientale se détachent de l'orbite soviétique (Solidarność en Pologne, « révolution de velours » en Tchécoslovaquie). La dissolution de l'URSS s'achève fin 1991 : le 25 décembre, Mikhaïl Gorbatchev démissionne de la présidence soviétique ; le 26 décembre, le Soviet des républiques constate formellement la disparition de l'Union. La CEI se met en place par étapes : accords de Minsk entre la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie (8 décembre 1991), puis déclaration d'Alma-Ata par onze anciennes républiques (21 décembre), sans les États baltes et avec l'adhésion ultérieure de la Géorgie. Structure souple et faiblement intégrée, la CEI ne reconstitue pas un bloc comparable à l'URSS, mais organise une partie des relations entre plusieurs anciennes républiques.

1.1.2) Une transition économique brutale

La Russie engage une transition économique brutale et désorganisée, fondée sur la libération des prix, les privatisations rapides et l'ouverture commerciale. Il en résulte une forte contraction de la production, une hyperinflation, une pauvreté massive et l'essor d'une économie informelle. Les privatisations, souvent captées par une nouvelle élite, favorisent la constitution d'**oligarchies**. La **crise financière de 1998** (défaut sur la dette, dévaluation du rouble) marque le point bas de la décennie et prépare, par contraste, le retour ultérieur d'un État plus interventionniste.

1.2) Recompositions et conflits dans l'ex-espace soviétique

La disparition de l'autorité soviétique transforme d'anciennes frontières administratives en frontières internationales et réactive des conflits territoriaux, identitaires et politiques jusque-là contenus par le centre fédéral. On distingue deux types de situations. D'une part, des **conflits gelés** et « États de fait » : Transnistrie (Moldavie), Abkhazie et Ossétie du Sud (Géorgie) ; le Haut-Karabakh connaît une guerre ouverte jusqu'au cessez-le-feu de 1994, puis devient un conflit non résolu généralement qualifié de « gelé ». Ces conflits impliquent, à des degrés différents, la présence, le soutien, l'arbitrage ou l'influence stratégique de la Russie. D'autre part, les **guerres de Tchétchénie**, conflit interne à la Fédération de Russie : une première guerre (1994-1996), puis une seconde à partir de 1999,

aboutissant à une reprise en main progressive par Moscou. Les transitions politiques sont inégales et parfois réversibles : transitions démocratiques davantage consolidées en Europe centrale, trajectoires plus heurtées dans les Balkans, autoritarisme persistant en Biélorussie, au Caucase et en Asie centrale.

1.3) L'Europe se recompose

Signé en février 1992 et entré en vigueur en novembre 1993, le traité de **Maastricht** crée l'**Union européenne**, prépare l'Union économique et monétaire et introduit une politique étrangère et de sécurité commune. Parallèlement, l'**OTAN** s'élargit vers l'Est : 1999 (Pologne, Hongrie, République tchèque), puis 2004 (Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie), prolongement de la dynamique engagée en 1999. Cet élargissement se prête à deux lectures : pour les États d'Europe centrale, il constitue une garantie de sécurité et un ancrage occidental ; pour les dirigeants russes, il symbolise un ordre européen construit sans la Russie. Il ne suffit cependant pas à expliquer l'ensemble de la politique ultérieure de Moscou.

1.4) Les instabilités de l'après-guerre froide : Yougoslavie et Rwanda

1.4.1) Les guerres yougoslaves

L'éclatement de la fédération yougoslave provoque une série de guerres (Croatie, puis Bosnie à partir de 1992), marquées par des pratiques de **purification ethnique**, le siège de Sarajevo et le massacre de Srebrenica (1995). Les offensives croates et bosniaques, les frappes de l'**OTAN** et la médiation américaine menée par **Richard Holbrooke** modifient le rapport de force et permettent les négociations de **Dayton** (1995). Ces accords mettent fin à la guerre et constituent un succès diplomatique, mais institutionnalisent des divisions communautaires complexes.

1.4.2) Rwanda et la région des Grands Lacs

Le génocide perpétré contre les Tutsi entre avril et juillet 1994 fait plusieurs centaines de milliers de victimes, généralement estimées autour de 800 000 ; des Hutu opposés au génocide sont également assassinés. L'échec de la communauté internationale à intervenir est patent. L'exil des forces génocidaires déstabilise le Zaïre et nourrit les **guerres du Congo** (première guerre : 1996-1997 ; seconde guerre : 1998-2003), illustrant les prolongements régionaux durables de la crise.

1.5) Régionalisme et mondialisation

1.5.1) Les intégrations régionales

De nombreuses régions se structurent économiquement. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, l'**ALENA** constitue alors l'un des plus vastes espaces de libre-échange du monde par la taille

économique de ses membres. Le **Mercosur** (traité d'Asunción, 1991) rapproche l'Argentine et le Brésil dans une logique à la fois économique et pacificatrice, mais reste une union douanière incomplète, traversée d'asymétries. La zone de libre-échange de l'**ASEAN** (1992) répond à un objectif d'intégration régionale, d'attractivité et de consolidation politique, et pas seulement à la montée de la Chine. Le **Mouvement des non-alignés** perd une partie de sa fonction structurante après la disparition des blocs, mais demeure un forum de défense de la souveraineté et de revendication d'un ordre plus équilibré.

1.5.2) Les crises financières de la mondialisation

La mobilité des capitaux expose les économies à de brutales crises : Mexique (1994-1995), Asie (1997), Russie (1998), Argentine (au tournant des années 2000). Les interventions du FMI, assorties de conditions, nourrissent une critique durable du « consensus de Washington » et de ses effets sociaux.

En dissertation

Thèse – la fin du monde bipolaire ouvre une phase de recompositions plutôt qu'un ordre stable.

Auteur – Francis Fukuyama (*The End of History and the Last Man*, 1992), thèse aussitôt discutée.

Exemple – les guerres yougoslaves et le génocide des Tutsi (1994).

Limite – la disparition de l'URSS libère des tensions au lieu de les résoudre.

Schéma 3 – Espoirs et instabilités de l'après-guerre froide

Espoirs

- réactivation de l'ONU, sécurité collective
- transitions démocratiques
- intégration régionale (UE, ALENA)
- désarmement (START), « dividendes de la paix »
- essor du droit international (justice pénale)

Instabilités

- conflits post-soviétiques et yougoslaves
- génocide des Tutsi (1994)
- nationalismes et autoritarismes
- crises financières
- échecs humanitaires, mandats insuffisants et dépendance aux États membres

II. 1991-2001 : le moment unipolaire et une *pax americana* incomplète

2.1) Le moment unipolaire : un concept discuté

Le « moment unipolaire » (expression de Charles Krauthammer, 1990) désigne une période de supériorité américaine exceptionnelle, sans signifier que Washington contrôle tous les acteurs ou tous les événements. L'ouvrage collectif dirigé par Martine Azuelos, *Pax Americana : de l'hégémonie au*

leadership économique (1999), souligne le glissement d'une hégémonie vers un *leadership* économique. « Hyperpuissance », « hégémonie » et « fin de l'histoire » sont ainsi des concepts *discutés*, qui décrivent une prééminence réelle mais partielle.

2.2) Les cinq piliers de la puissance américaine

La puissance américaine des années 1990 est **globale** : militaire, économique, financière, culturelle et institutionnelle. Le **soft power**, théorisé par Joseph Nye (*Bound to Lead*, 1990), désigne la capacité à séduire (culture, universités, innovation, crédibilité politique) plutôt qu'à contraindre ; il ne se confond pas avec la propagande et son attractivité varie selon les politiques menées. Sur le plan institutionnel, l'influence américaine est décisive sans être exclusive : la part américaine au FMI se situe autour de 17 à 18 % au début des années 1990 – part variable selon les réformes –, ce qui confère un veto de fait sur certaines décisions exigeant 85 % des voix, sans constituer un contrôle exclusif. La direction du FMI est traditionnellement européenne et la présidence de la Banque mondiale traditionnellement américaine.

Schéma 4 – Les cinq piliers de la puissance américaine (années 1990)

Pilier	Manifestation
Militaire	réseau mondial de bases, alliances et capacités de projection
Économique	première économie mondiale en valeur courante et pôle majeur d'innovation
Financière	centralité de Wall Street et domination du dollar
Culturelle	universités, cinéma, télévision, marques et Internet
Institutionnelle	première quote-part au FMI et rôle central dans les institutions de Bretton Woods

2.2.1) Deux lectures de la puissance américaine

Paul Kennedy (*The Rise and Fall of the Great Powers*, 1987) analyse le risque de surexpansion stratégique lorsque les engagements militaires augmentent plus vite que la base économique et productive d'une puissance : cette analyse constitue une grille de lecture, et non une prédiction automatique du déclin américain. À l'inverse, Hubert Védrine emploie en 1998 le terme d'« hyperpuissance » pour qualifier la combinaison exceptionnelle des ressources de puissance américaines.

2.3) Les États-Unis et les règles économiques mondiales

Créée en 1995, l'OMC institutionnalise l'ouverture commerciale, étend les disciplines multilatérales aux services et à la propriété intellectuelle et crée un règlement des différends plus juridictionnalisé.

Ces règles correspondent en partie aux priorités des puissances développées, mais résultent de compromis et fournissent aussi aux autres membres des instruments de contestation juridique. Le **consensus de Washington**, dont **John Williamson** formalise l'expression en 1989, résume une doctrine d'inspiration libérale : discipline budgétaire, réforme fiscale, réorientation des dépenses publiques, libéralisation commerciale et financière, taux de change compétitif, ouverture aux investissements, privatisations, déréglementation et protection de la propriété. Aux limites sociales et politiques réelles, il n'est pas appliqué partout de manière uniforme. Créé en 1999 après les crises asiatique et russe, le **G20 financier** élargit la concertation économique au-delà du G7 en associant de grandes économies émergentes.

2.4) Les succès diplomatiques et militaires

Lorsque l'Irak envahit le Koweït en 1990, une coalition d'environ 34 pays est autorisée par le Conseil de sécurité à employer « tous les moyens nécessaires » afin d'obtenir le retrait irakien : l'ONU *autorise*, mais le commandement de l'opération « Tempête du désert » (janvier-février 1991) reste assuré par les États-Unis et la coalition. La victoire est rapide, mais l'objectif reste **limité** (libérer le Koweït) : Saddam Hussein se maintient et le pays entre dans une longue période de sanctions sans stabilisation durable. Négociés secrètement en Norvège puis signés à Washington en 1993, les **accords d'Oslo** établissent une reconnaissance mutuelle et prévoient une autonomie palestinienne intérimaire dans certaines parties de Gaza et de Cisjordanie, progressivement mise en œuvre à travers l'Autorité palestinienne, mais reportent les questions de statut final (colonies, Jérusalem, réfugiés, frontières, sécurité). Enfin, la diplomatie américaine menée par **Richard Holbrooke** obtient la conclusion des **accords de Dayton** (1995) : une paix durable, mais des institutions bosniennes complexes.

2.5) La gouvernance de la sécurité et des droits

2.5.1) Un maintien de la paix sous tension

Les opérations de l'ONU se diversifient : missions d'observation, maintien de la paix « classique » (consentement des parties, impartialité, non-recours à la force sauf légitime défense et défense du mandat), opérations plus robustes et coalitions autorisées par le Conseil. Cette montée en puissance révèle des mandats ambigus et une forte dépendance aux États membres : la bataille de Mogadiscio (octobre 1993) entraîne la décision de retirer progressivement les forces américaines, retrait achevé en 1994 ; le génocide du Rwanda (1994) illustre une non-intervention qui résulte à la fois de la réticence américaine après la Somalie, du manque de volonté collective, de la réduction du mandat onusien et de l'absence de moyens ; Srebrenica (1995) révèle les limites d'une « zone de sécurité » mal protégée.

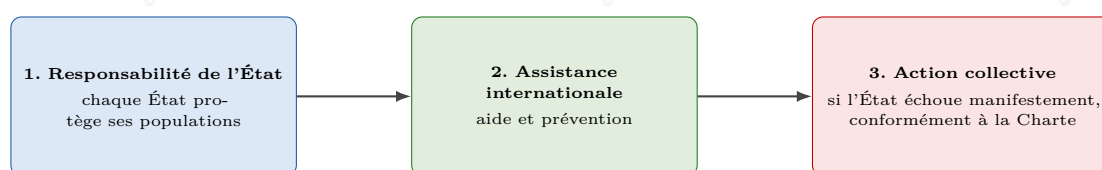
2.5.2) Le débat sur l'ingérence

Le débat sur le « droit d'ingérence » défend la possibilité d'agir face à des violations massives des droits humains, mais cette expression ne constitue pas un droit général autorisant une intervention unilatérale. Il faut distinguer l'assistance et l'accès humanitaires, l'intervention **autorisée** par le Conseil de sécurité, l'intervention *sans* mandat et la future **responsabilité de protéger**.

2.5.3) Environnement et justice internationale

La gouvernance s'élargit à de nouveaux domaines. Le **Sommet de Rio (1992)** consacre le développement durable; adopté en 1997, le **protocole de Kyoto** impose des objectifs différenciés de limitation ou de réduction des émissions aux pays industrialisés et économies en transition concernés, mais n'entre en vigueur qu'en 2005. La **justice pénale internationale** progresse avec le **TPIY (1993)**, le **TPIR (1994)** et l'adoption du **Statut de Rome (1998)**, entré en vigueur en 2002 et créant la **CPI** – juridiction indépendante de l'ONU, fondée sur le principe de complémentarité, que les États-Unis refusent de ratifier.

Schéma 5 – Les trois dimensions de la responsabilité de protéger (R2P)



Formulée par la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (2001), adoptée au Sommet mondial de 2005; seule la troisième dimension relève d'une action coercitive autorisée par le Conseil.

En dissertation

Thèse – les États-Unis exercent dans les années 1990 un leadership global, mais leur *pax americana* reste incomplète.

Auteur – **Hubert Védrine**, qui emploie le terme d'« hyperpuissance » (1998).

Exemple – la guerre du Golfe (1991), à objectif limité, et les accords de Dayton (1995).

Limite – Washington ne contrôle ni les crises humanitaires ni les règles qu'il contribue à fixer.

III. Les contradictions de l'ordre post-guerre froide et l'épuisement du moment unipolaire

3.1) Le retour progressif de la Russie

Affaiblie, la Russie reste une puissance nucléaire majeure. **START I**, signé en 1991 et entré en vigueur en 1994, organise des réductions vérifiables des arsenaux stratégiques; **START II**, signé

en 1993, devait les approfondir mais n'est jamais entré en vigueur. Après la faiblesse des années 1990, la remontée en puissance s'amorce avec l'arrivée de Vladimir Poutine (élu en 2000) et une recentralisation de l'État et du pouvoir politique, accompagnée d'une reprise économique, d'une hausse ultérieure des revenus énergétiques et d'une consolidation administrative. L'arrestation de Khodorkovski en 2003 symbolise la reprise en main des oligarques, la centralisation politique et le contrôle accru du secteur énergétique.

3.2) Permanence de régimes communistes et reconversion autoritaire des anciennes élites

La chute de l'URSS n'entraîne pas la disparition du communisme. Plusieurs États restent officiellement communistes en engageant des réformes économiques (Chine, Vietnam, Laos) ou en s'y refusant (Corée du Nord, système dynastique). Cuba demeure un régime communiste et un foyer de contestation de l'hégémonie américaine, tout en subissant une grave crise économique (la « période spéciale ») après la disparition du soutien soviétique. Dans l'ex-espace soviétique, d'anciens cadres du Parti reconvertissent leur pouvoir en régimes autoritaires (Asie centrale, Biélorussie), tandis que les partis communistes d'Europe occidentale déclinent électoralement. Enfin, des guérillas marxistes persistent (FARC en Colombie, New People's Army aux Philippines) et contrôlent des « zones grises », espaces dans lesquels l'autorité étatique est faible, fragmentée ou concurrencée – notion qu'analyse rétrospectivement Gaïdz Minassian (*Zones grises*, 2011).

3.3) L'affirmation de nouveaux pôles : Chine et Inde

Après la répression du mouvement de Tian'anmen en juin 1989, la Chine maintient son régime tout en poursuivant des réformes et une forte croissance : rétrocession de Hong Kong (1997), tensions avec Taïwan. Elle poursuit de longues négociations d'accession au GATT puis à l'OMC, qu'elle rejoint en décembre 2001. La Chine des années 1990 prépare son ascension future sans être encore l'égale des États-Unis. L'Inde connaît une crise de balance des paiements en 1991 : le gouvernement de Narasimha Rao engage des réformes, conduites notamment par Manmohan Singh (réduction du système de licences, ouverture progressive), sans que l'économie soit entièrement libéralisée. L'Inde développe le secteur des services, s'affirme régionalement et procède à des essais nucléaires en 1998.

3.4) Prolifération et conflits persistants

Le régime de non-prolifération demeure incomplet : l'Inde, le Pakistan et Israël ne sont pas parties au TNP, des situations différentes qu'on ne peut réduire à un même « contournement ». *Prolongement au milieu des années 2000* : la Corée du Nord annonce son retrait du TNP en 2003 et procède à un premier essai nucléaire en 2006. Le Cachemire demeure un conflit territorial entre l'Inde et le Pakistan, à l'origine de plusieurs guerres et crises, dans un contexte aggravé depuis

1998 par la possession de l'arme nucléaire par les deux États.

3.5) Les limites de l'action internationale et l'unilatéralisme

En 1999, l'intervention de l'OTAN au **Kosovo** se déroule *sans* autorisation du Conseil de sécurité (menace de veto russe et chinois), au nom d'un argument humanitaire : la Commission internationale indépendante sur le Kosovo qualifie en 2000 l'intervention d'« illégale mais légitime », formule discutée qui ne constitue pas une règle universellement admise en droit international, et l'épisode dégrade les relations avec Moscou et Pékin. En mars 2003, l'invasion de l'**Irak**, sans nouvelle autorisation explicite du Conseil et fondée sur des renseignements erronés concernant des armes de destruction massive, rompt avec le multilatéralisme de 1991 et prolonge la logique du 11-Septembre : elle marque la fin, ou la transformation, du moment unipolaire. Ces épisodes nourrissent des **contestations de l'hégémonie et de l'unilatéralisme** américains, qu'il faut distinguer : opposition à des politiques, anti-impérialisme, rejet culturel, critique économique et concurrence géopolitique. Benjamin Barber (*Jihad vs McWorld*, 1995) en propose une grille très schématique : uniformisation marchande d'un côté, radicalisations identitaires de l'autre. En Amérique latine, l'élection de Hugo Chávez (1999) amorce une contestation approfondie dans les années 2000, sans qu'un axe régional soit dès lors pleinement constitué.

3.6) Une ONU structurée par une hiérarchie héritée de 1945

Le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali (1992-1996) porte l'*Agenda pour la paix* (1992) et une volonté d'autonomie du secrétariat. Ses tensions avec Washington portent notamment sur la Somalie, la Bosnie, le Rwanda, l'autonomie du secrétariat et les arriérés de contributions américaines : en 1996, les États-Unis sont le seul membre du Conseil de sécurité à s'opposer à sa reconduction. Kofi Annan (1997-2006) contribue à faire évoluer le débat sur la souveraineté et la protection des populations : cette réflexion débouche, après la période étudiée, sur la formulation de la **responsabilité de protéger** (2001), puis son adoption au Sommet mondial de 2005. La réforme du **Conseil de sécurité** reste bloquée : les débats sur une représentation de l'Allemagne, du Japon et des pays en développement, comme sur l'absence de membre permanent africain ou latino-américain, buttent sur la tension entre efficacité et représentativité. Sur le plan financier, la quote-part américaine au budget ordinaire est plafonnée à 25 % à la fin des années 1990, puis ramenée à 22 % à partir de 2001 ; il faut distinguer les décisions du Congrès américain, le barème négocié de l'ONU, le budget ordinaire, le budget du maintien de la paix et les contributions volontaires. Le Conseil institutionnalise ainsi une hiérarchie entre les cinq puissances victorieuses de 1945 : trois sont occidentales, mais la Russie et la Chine disposent des mêmes prérogatives.

Schéma 6 – Du multilatéralisme de 1991 à l'unilatéralisme de 2003

Critère	Guerre du Golfe (1991)	Invasion de l'Irak (2003)
Cadre juridique	autorisation du Conseil de sécurité	pas de nouvelle autorisation explicite
Coalition	large (~34 États)	coalition restreinte
Objectif affiché	libérer le Koweït (limité)	désarmer l'Irak, éliminer une menace supposée et renverser Saddam Hussein
Légitimité	autorisation du Conseil et soutien international large	contestée, rupture avec des alliés
Résultat	victoire, Saddam maintenu	chute du régime, occupation, insurrection, violences confessionnelles, déstabilisation régionale

Les stocks allégués d'armes de destruction massive ne sont pas retrouvés en Irak.

En dissertation

Thèse – l'unipolarité ne produit ni contrôle total ni ordre universellement accepté.

Auteur – Benjamin Barber (*Jihad vs McWorld*, 1995), grille schématique des contestations.

Exemple – l'unilatéralisme irakien (2003) rompt avec le multilatéralisme du Golfe (1991).

Limite – les États-Unis restent la première puissance, mais dans un système plus contesté.

Conclusion

La fin de la guerre froide ne débouche pas sur un ordre mondial parfaitement stable. Les États-Unis disposent dans les années 1990 d'une supériorité globale exceptionnelle et jouent un rôle central dans la sécurité, la finance et la production des normes. Mais cette *pax americana* demeure incomplète : conflits post-soviétiques et yougoslaves, échecs humanitaires, crises financières, résistances régionales et limites de l'ONU montrent que l'unipolarité ne signifie ni contrôle total ni paix universelle.

À retenir

Les années 1990 constituent un moment de supériorité américaine exceptionnelle, mais non de domination absolue. Les conflits internes, les échecs humanitaires, la persistance de la Russie, l'ascension de la Chine et de l'Inde ainsi que les limites de l'ONU révèlent rapidement la fragilité de la *pax americana*. Le 11-Septembre puis l'Irak transforment le moment unipolaire en un ordre plus contesté.

À retenir

Plan possible. « L'après-guerre froide a-t-il ouvert un ordre mondial durable ? »

I. 1989-1995 : la disparition du monde bipolaire, entre espoirs et instabilités.

II. 1991-2001 : le moment unipolaire et une *pax americana* incomplète.

III. Les contradictions de l'ordre post-guerre froide et l'épuisement du moment unipolaire.